

Objet : Validation du règlement du CHSCT

L'an deux mille dix-neuf, le treize mars, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le cinq mars 2019, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs.

Etaient présents :

Boncourt sur Meuse : MIDENET Éric ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie ; **Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : CAHU Gérald, LEFEVRE Jérôme, GUCKERT Olivier, DABIT Annette, LEMOINE Olivier, PAILLARDIN Delphine, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez sur Meuse** : HENRION Mauricette ; **Euville** : FERIOLI Alain, HIRSCH Philippe ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : COLLIGNON Daniel *suppléant de FILLION Jean-Charles* ; **Lérrouville** : BRUNO Patricia, VIZOT Alain, PORTEU Brigitte ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : DINTRICH Jean Luc ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny le Petit** : BOUCHOT Christian ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Claude ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny sur Meuse** : PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint Aubin sur Aire** : FALLON Jean Luc ; **Saint Germain sur Meuse** : ANDRE Patrick ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : GIANNINI Cédric ; DINE Régis ; **Vignot** : BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine ; **Void-Vacon** : LHERITIER Jean Paul, GAUCHER Alain, BOKSEBELD Virginie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Suppléant présent sans pouvoir de vote

Boviolles : SAMSON Fabrice ; **Mélny-le-Grand** : FROMONT Jean-Luc ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : JACOB Bernard ; **Willeroncourt** : CALVO Michel

Absents

Broussey en Blois : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART Patrick ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Commercy** : BARREY Patrick, CARE Florent, BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, LE BONNIEC Alain, MAROTEL Jacques, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Erneville-Aux-Bois** : DRUPT Hubert ; **Euville** : HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean Charles ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Ménil-La-Horgne** : CONNESSON Jean Claude ; **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ; **Pont sur Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc ; **Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Sorcy Saint Martin** : DELOGE Robert ; MARTIN Franck ; **Vadonville** : BON Bénédicte ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain , FAVE Francis ; **Vignot** : CHAFF Daniel ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : ROCHON Sylvie

Pouvoirs ont été donnés à :

Elise THIRIOT de Patrick BARREY, Olivier LEMOINE de Liliane BOUROTTE, Annette DABIT de Florent CARE, Olivier GUCKERT de Alain LE BONNIEC, Suzel RICHARD de Jacques MAROTEL, Régis DINE de Francis FAVE, Alain GAUCHER de Sylvie ROCHON

Secrétaire de séance : Armand PAGLIARI

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 51

Nombre de pouvoirs: 7

Nombre de suffrages exprimés : 58

VOTES : Pour : 58 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Validation du règlement du CHSCT

13/03/19 Délibération n°54-2019

Pour rappel, les élections professionnelles dans la fonction publique se sont tenues le 06 décembre 2018. Les agents ont été appelés à désigner pour quatre ans leurs représentants dans les instances de concertation de la fonction publique que sont :

- la Commission Administrative Paritaire (CAP) ;
- la Commission Consultative Paritaire (CCP) ;
- le Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) ;
- le Comité Technique.

L'article 1er du décret n°85-565 sur les CT prévoit qu'au moins six mois avant la date du scrutin, l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le comité technique détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées au comité technique ou, à défaut, des syndicats ou sections syndicales qui ont fourni à l'autorité territoriale les informations prévues à l'article 1er du décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale.

Les articles 32 et 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 prévoient qu'un CHSCT est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents.

Par délibération n°69-2018 du 02 mai 2018, le Conseil communautaire a

- décidé de maintenir à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel,
- décidé de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel, soit 5 titulaires,
- décidé de maintenir le recueil, par le comité, de l'avis des représentants de la collectivité,
- précisé que les membres suppléants seront en nombre égal à celui des membres titulaires,

Les membres représentants de la collectivité sont inchangés :

Titulaires : Francis LECLERC - Joël PETITJEAN - Christian BOUCHOT - Alain VIZOT - François MAZELIN
Suppléants : Alain TIRLICIEN - Jean-Marc MAGNETTE - Alain GEOFFROY - Patrick BARREY - Jacques MAROTEL

Les membres représentants du personnel sont les suivants :

Titulaires : ROUQUART Jean, BRIE Estelle, MOUTENET Angélique, SCHORR Christine, GLOGOWSKI Sylvie

Suppléants : DIDIER Caroline, DOUTRE Jonathan, VALENTIN Bryan

Le règlement intérieur a pour objet de préciser, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, le fonctionnement du Comité, d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail.

Conformément à l'article 33-1 de la loi du 26 janvier 1984, et sous réserve des compétences des comités techniques, le comité a pour mission :

- 1° De contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents et du personnel mis à la disposition de l'autorité territoriale et placé sous sa responsabilité par une entreprise extérieure ;
- 2° De contribuer à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité ;
- 3° De veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.

Le CHSCT s'est réuni le 26 février 2019. Les représentants du personnel et les représentants de la collectivité ont émis un avis favorable sur le règlement.

Il s'agit pour le Conseil Communautaire d'approuver le règlement du CHSCT et de prendre acte du Procès-verbal

de la réunion du CHSCT du 26 février 2019.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et notamment son article 33-1,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le règlement présenté ;

Vu le PV du CHSCT du 26 février 2019 ;

- valide le règlement intérieur du Comité, d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail ci annexé;
- prend acte du procès-verbal du CHSCT qui s'est tenu le 26 février 2019 ;
- autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

A blue circular official stamp of the Communauté de Communes de l'Euroméditerranée is partially obscured by a handwritten signature in blue ink. The stamp contains the text 'COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'EUMÉDITERRANÉE' around the perimeter and 'CC CO' at the bottom. The signature is written over the stamp and extends to the right.

Francis LECLERC

Date de convocation : 05/03/19

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



Commercys Void Vaucouleurs Communauté de Communes

REGLEMENT INTERIEUR du COMITE, D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL de la Communauté de Communes de Commercys - Void- Vaucouleurs

Référence des textes :

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, le fonctionnement du Comité, d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail.

- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale (articles 32 et 33-1) ;
- Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale.

Conformément à l'article 33-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, et sous réserve des compétences des comités techniques mentionnés à l'article 36 du présent décret, le comité a pour mission :

- 1° De contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents et du personnel mis à la disposition de l'autorité territoriale et placé sous sa responsabilité par une entreprise extérieure ;
- 2° De contribuer à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité ;
- 3° De veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.

COMPOSITION

ARTICLE 1 :

La composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail a été déterminée par la collectivité dans sa délibération n°028-2017 en date du 22 février 2017. Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail comprend 10 membres :

- 5 titulaires représentant la collectivité, désignés par l'autorité territoriale,
- 5 titulaires représentant le personnel, désignés par les organisations syndicales.

Le nombre de représentants suppléants est égal à celui des titulaires.

(Article 28 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale)

PERIODICITE DES SEANCES

ARTICLE 2 :

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail se réunit au moins 3 fois par an sur convocation de son président, à son initiative ou dans le délai maximum d'un mois sur demande écrite de 3 représentants titulaires du personnel.

En outre, le comité est réuni par son président à la suite de tout accident dans les conditions prévues par le II de l'article 33-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Si le comité n'a pas été réuni sur une période d'au moins neuf mois, l'agent chargé des fonctions d'inspection peut être saisi par les représentants titulaires dans les conditions prévues à l'alinéa premier. Sur demande de l'agent chargé des fonctions d'inspection, l'autorité territoriale convoque, dans un délai de huit jours à compter de la réception de cette demande, une réunion qui doit avoir lieu dans le délai d'un mois à compter de la réception de cette demande. L'impossibilité de tenir une telle réunion

doit être justifiée et les motifs en sont communiqués aux membres du comité d'hygiène,

En l'absence de réponse de l'autorité territoriale ou lorsqu'il estime que le refus est in fondations d'inspection saisit l'inspecteur du travail. Dans un tel cas, la procédure décrite aux alinéas 6 à 8 de l'article 5-2 s'applique.

(Article 58 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale)

CONVOCATIONS

ARTICLE 3 :

Le président convoque les membres titulaires et suppléants du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail.

Les convocations sont adressées, par tous moyens, y compris par courrier électronique aux représentants titulaires et suppléants, au moins 15 jours avant la date de la réunion, accompagnées de l'ordre du jour de la séance, ainsi que des dossiers associés, après consultation et validation du secrétaire du comité.

Elles comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Les suppléants reçoivent pour information l'ordre du jour ainsi que les dossiers associés.

Des compléments pourront être envoyés aux membres du C.H.S.C.T. jusqu'à 5 jours ouvrés avant la réunion du C.H.S.C.T. dans le cas où ces documents ne seront pas majeurs à la compréhension du dossier.

Il en est de même d'un ajout à l'ordre du jour jusqu'à 5 jours ouvrés avant la réunion du C.H.S.C.T. dans la mesure où ce point est non majeur. La convocation peut être adressée par tous moyens, notamment par courrier électronique.

Les représentants suppléants de l'autorité territoriale et du personnel peuvent assister aux réunions du comité et prendre part aux débats, mais sans pouvoir prendre part aux votes.

Le président informe le conseiller en prévention, à défaut le(s) assistants de prévention, le médecin de prévention, ainsi que l'ACFI des réunions du comité, de l'ordre du jour et leur transmet l'ensemble des éléments adressés aux représentants titulaires du personnel. Ils peuvent participer aux débats sans voix délibérative.

Des experts peuvent être convoqués par le président du comité, à son initiative ou à la demande de représentants désignés par les organisations syndicales, *quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la séance*, afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour. Toutefois, le délai de convocation peut être plus bref dans le cas où la réunion du comité est motivée par l'urgence.

Le comité peut faire appel, à titre consultatif, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent, au concours de toute personne qui lui paraîtrait qualifiée.

Le président du comité, à son initiative ou à la demande des représentants du personnel, peut convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour ou faire appel, à titre consultatif, au concours de toute personne qui lui paraîtrait qualifiée.

Les experts et les personnes qualifiées n'ont pas voix délibérative. Ils n'assistent qu'à la partie des débats relative aux questions de l'ordre du jour pour lesquelles leur présence a été requise.

SUPPLEANCE

ARTICLE 4 :

Dans le respect de la représentation des collectivités et du personnel, tout représentant titulaire qui se trouve empêché peut se faire remplacer.

Les représentants de la collectivité peuvent se suppléer l'un l'autre.

Les représentants du personnel suppléants peuvent suppléer les titulaires appartenant à la même organisation syndicale. Cette suppléance a lieu dans l'ordre de la liste.

ORDRE DU JOUR

ARTICLE 5 :

L'ordre du jour de chaque réunion du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est arrêté par le président après consultation du secrétaire du comité. Ce dernier peut proposer l'inscription de points à l'ordre du jour, après consultation des autres représentants du personnel.

A l'ordre du jour sont adjointes toutes questions relevant du champ de compétence du comité, dont l'examen est demandé par écrit au président du comité par trois représentants titulaires du personnel.

L'ordre du jour est transmis par son président à tous les membres du comité en même temps que la convocation.

Envoyé en préfecture le 19/03/2019

Reçu en préfecture le 19/03/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190313-54_2019-DE

QUORUM

ARTICLE 6 :

Lors de l'ouverture de la réunion, la moitié au moins des représentants du personnel doivent être présents. En outre, lorsqu'une délibération de la collectivité a prévu le recueil par le comité de l'avis des représentants de la collectivité, la moitié au moins de ces représentants doivent être présents.

Lorsque le quorum n'est pas atteint dans le ou l'un des collèges ayant voix délibérative, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres du comité qui siège alors valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

PRESIDENCE

ARTICLE 7 :

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est présidé par le représentant de la collectivité désigné par l'autorité territoriale. En cas d'empêchement, le président peut se faire représenter par un élu.

Le président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail ouvre, préside, suspend et clôt les séances.

Le président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations du comité, ainsi qu'à l'application du règlement intérieur. Il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

SECRETARIAT

ARTICLE 8 :

LE SECRETARIAT ADMINISTRATIF

L'autorité territoriale désigne un agent chargé du secrétariat administratif du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail qui assiste aux réunions sans participer aux débats.

En cas d'empêchement, l'autorité territoriale désigne pour la séance un autre agent chargé du secrétariat administratif.

LE SECRETAIRE

Le secrétaire du comité est désigné par les représentants du personnel en leur sein. Cette désignation permet d'identifier un interlocuteur privilégié du président et des autres partenaires (médecins de prévention, agent chargé de la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et la sécurité au travail, l'assistant ou le conseiller en prévention) pour l'organisation du travail du comité en vue de ses réunions et entre celles-ci. Il contribue au bon fonctionnement de l'instance et effectue une veille entre les réunions. Il aide à la collecte d'informations et à leur transmission.

Cette désignation a lieu à la suite de chaque renouvellement du comité au début de la première réunion du comité puis au début de chaque réunion.

LE SECRETAIRE ADJOINT

Il est prévu de désigner un secrétaire adjoint pour suppléer le secrétaire en cas d'indisponibilité de ce dernier. Sa nomination a lieu dans les mêmes modalités que la désignation du secrétaire.

DEROULEMENT DES SEANCES

ARTICLE 9 :

Les séances ne sont pas publiques. Néanmoins, un certain nombre de personnes autres que les membres peuvent assister aux réunions sans voix délibérative.

LE SECRETARIAT ADMINISTRATIF

L'agent chargé du secrétariat administratif pour effectuer les tâches matérielles et établir le procès-verbal assure la présentation des dossiers soumis à l'ordre du jour.

LA DIRECTION

Lors de chaque réunion du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail, le président est assisté en tant que de besoin par la Directrice des Services.

Envoyé en préfecture le 19/03/2019

Reçu en préfecture le 19/03/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190313-54_2019-DE

LES ACTEURS DE PREVENTION

Assistent de plein droit avec voix consultative :

- Les médecins de prévention
- L'assistant ou le conseiller de prévention
- L'agent chargé de la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et la sécurité au travail.

LES AUTRES PERSONNES

- Le recours à des agents

A son initiative ou à la demande des représentants du personnel, le président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail peut être assisté en tant que de besoin par un ou plusieurs agents de la collectivité concerné par les questions sur lesquelles le comité est consulté. Ces derniers peuvent aussi être entendus à titre consultatif. Ces derniers ne sont pas membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail. Les membres du CHSCT peuvent en faire la demande.

Le recours à des experts et des personnes qualifiées

A son initiative ou à la demande des représentants du personnel, le président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail peut convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour ou faire appel, à titre consultatif, au concours de toute personne qui lui paraîtrait qualifiée.

L'autorité territoriale fournit à l'expert les informations nécessaires à sa mission. Ce dernier est soumis à l'obligation de discrétion. La décision de l'autorité territoriale refusant de faire appel à un expert doit être substantiellement motivée. Cette décision est communiquée sans délai au comité. En cas de désaccord sérieux et persistant entre le comité et l'autorité territoriale sur le recours à l'expert agréé, la procédure prévue à l'article 5-2 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 (médiation de l'ACFI puis le cas échéant de l'inspecteur du travail) peut être mise en œuvre.

Les experts et les personnes qualifiées n'ont pas voix délibérative. Ils n'assistent qu'à la partie des débats relative aux questions de l'ordre du jour pour lesquelles leur présence a été requise.

Le recours à des auditions

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail peut demander à l'autorité territoriale de solliciter l'audition ou des observations de l'employeur d'un établissement dont l'activité expose les agents de son ressort à des nuisances particulières.

Des salariés pourront être auditionnés à l'occasion de la réunion du CHSCT à la demande du Président ou des représentants du personnel.

AVIS

ARTICLE 10 :

L'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est émis à la majorité des représentants du personnel présents ayant voix délibérative.

La délibération n°028-2017 créant le CHSCT prévoit le recueil de l'avis des représentants de la collectivité. Chaque collège émet un avis séparément à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de partage de voix au sein d'un collège, l'avis de celui-ci est réputé avoir été donné.

Lorsqu'une question à l'ordre du jour dont la mise en œuvre nécessite une délibération de la collectivité recueille un avis défavorable unanime des représentants du personnel, cette question fait l'objet d'un réexamen et donne lieu à une nouvelle consultation du comité dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours et excéder trente jours. La convocation est adressée dans un délai de huit jours aux membres du comité. Le comité siège alors valablement sur cette question quel que soit le nombre de membres présents. Il ne peut être appelé à délibérer une nouvelle fois suivant cette même procédure.

Les propositions et avis sont portés à la connaissance des agents dans un délai d'un mois. Le procès-verbal de séance (sans renseignement à caractère nominatif) peut être affiché, ou faire l'objet d'une diffusion par voie électronique sur l'intranet.

VOTE

ARTICLE 11 :

Le vote a lieu à main levée. Il peut être procédé au vote à bulletins secrets si une majorité des membres le demande.

PROCES-VERBAL

Envoyé en préfecture le 19/03/2019

Reçu en préfecture le 19/03/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190313-54_2019-DE

ARTICLE 12 :

Après chaque réunion, le secrétaire administratif établit le procès-verbal de la réunion comprenant le compte rendu des débats et le détail des votes.

Le procès-verbal de la réunion, signé par le président du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail, et contresigné par le secrétaire, est adressé à chacun des membres du comité dans un délai d'un mois à compter de la date de la séance.

Le procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

SUITE DONNEE AUX AVIS

ARTICLE 13 :

Les propositions et les avis du comité sont transmis à l'autorité territoriale ; ils sont portés, par tout moyen approprié, à la connaissance des agents, dans un délai d'un mois.

Le président du comité informe, dans un délai de deux mois, par une communication écrite, les membres du comité des suites données aux propositions et avis de celui-ci.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 :

AUTORISATIONS D'ABSENCES :

« Sans préjudice des autorisations d'absence qui peuvent être accordées sur le fondement des dispositions de l'article 61 du décret, les représentants du personnel, titulaires et suppléants, membres du comité, bénéficient pour l'exercice de leurs missions d'un contingent annuel d'autorisations d'absence. Ce contingent est fixé par décret, en jours, proportionnellement aux effectifs couverts par ces instances et à leurs compétences.

Il peut être majoré pour tenir compte de critères géographiques ou de risques professionnels particuliers. La liste des comités qui bénéficient de cette majoration est fixée par arrêté de l'autorité territoriale, après avis du comité.

Il est utilisé sous forme d'autorisations d'absence d'une demi-journée minimum qui peuvent être programmées. L'autorisation d'absence utilisée au titre de ce contingent annuel est accordée au membre du comité sous réserve des nécessités du service.

L'autorité territoriale peut déterminer par arrêté un barème de conversion en heures de ce contingent annuel pour tenir compte des conditions d'exercice particulières des fonctions de certains membres du comité.

Cet arrêté peut également prévoir la possibilité pour chaque membre d'un comité de renoncer à tout ou partie du contingent d'autorisations d'absence dont il bénéficie au profit d'un autre membre du même comité ayant épuisé son contingent de temps en cours d'année.

Les règles ou accords existants antérieurs à l'entrée en vigueur du décret n°2016-1624 du 29 novembre 2016 en matière de droits syndicaux de même nature peuvent demeurer en vigueur lorsqu'ils sont plus favorables. »

(Article 61-1 du Décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale introduit par le décret n°2016-1624 du 29 novembre 2016).

1°) Article 18 du décret n°85-397 du 03 avril 1985 : Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel titulaires et suppléants sur simple présentation de leur convocation ou du document les informant de la réunion, ainsi qu'aux experts convoqués par le président.

La durée de cette autorisation comprend :

- La durée prévisible de la réunion,
- Les délais de route,
- Un temps égal à la durée prévisible de la réunion pour la préparation et le compte rendu des travaux.

Une autorisation d'absence est également accordée aux représentants syndicaux lorsqu'ils participent aux réunions de travail du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail préparatoires sur convocation de l'administration. Il en sera de même, tout particulièrement, pour le secrétaire pour participer aux réunions de travail préparatoires sur convocation.

Le suppléant peut bénéficier d'une autorisation spéciale d'absence dans la mesure où il participe à la réunion pendant ses heures de services.

Concernant la participation d'un suppléant à une réunion en-dehors de ses heures de service alors que le titulaire est présent, la

récupération est soumise à la discrétion de l'autorité territoriale.

Envoyé en préfecture le 19/03/2019

Reçu en préfecture le 19/03/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190313-54_2019-DE

*L'autorisation d'absence utilisée au titre du contingent annuel est accordée au membre du comité sans réserve des nécessités du service.
Cette demande doit être faite au minimum 48 heures à l'avance.*

2°) Article 61 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 : Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel faisant partie de la délégation du comité réalisant les enquêtes ou les visites de service et dans toute situation d'urgence, pour le temps passé à la recherche de mesures préventives notamment pour l'application du droit d'alerte et du droit de retrait (article 5-2 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985).

FACILITES D'EXERCICE DES MISSIONS

Les personnes qualifiées appelées à prendre part aux séances du comité disposent du temps nécessaire pour participer aux travaux du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail sur convocation.

FORMATION

Les représentants du personnel dans les organismes compétents en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail régis par le titre IV bénéficient d'une formation d'une durée minimale de cinq jours au cours du premier semestre de leur mandat. Cette formation est renouvelée à chaque mandat.

Elle est organisée dans les conditions définies par le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale.

Son contenu répond à l'objet défini aux articles R. 4614-21 et R. 4614-23 du code du travail.

Elle est dispensée soit par un organisme figurant sur la liste arrêtée par le préfet de région en application de l'article R. 2325-8 du code du travail, soit par un des organismes figurant sur la liste arrêtée en application de l'article 1er du décret n° 85-552 du 22 mai 1985 relatif à l'attribution aux agents de la fonction publique territoriale du congé pour formation syndicale, soit par le Centre national de la fonction publique territoriale selon les modalités prévues à l'article 23 de la loi du 12 juillet 1984 susvisée.

L'employeur prend en charge les frais de déplacement et de séjour des agents en formation dans les conditions prévues par le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991.

Pour deux des jours de formation, le représentant du personnel bénéficie du congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité au travail prévu au 7° bis de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée dans les conditions prévues ci-dessous

Le congé pour formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail prévu au 7° bis de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ne peut être accordé que pour suivre une formation prévue à l'article précédent et dans les conditions qu'il prévoit sous réserve des dispositions du présent article.

Ce congé, d'une durée maximale de deux jours ouvrables, peut être utilisé en deux fois.

L'agent choisit la formation et, parmi les organismes visés au quatrième alinéa de l'article 8, l'organisme de formation.

La demande de congé est adressée par écrit à l'autorité territoriale au moins un mois avant le début de la formation. La demande précise la date à laquelle l'agent souhaite prendre son congé ainsi que le descriptif et le coût de la formation, le nom et l'adresse de l'organisme de formation choisis par l'agent.

Le bénéfice de ce congé ne peut être refusé par l'autorité territoriale que si les nécessités du service s'y opposent. Les décisions de refus sont communiquées avec leurs motifs à la commission administrative paritaire au cours de la réunion la plus prochaine qui suit l'intervention de ces décisions. L'autorité territoriale saisie est tenue de répondre à la demande de l'agent au plus tard le quinzième jour qui précède le début de la formation.

Les dépenses afférentes à la formation suivie pendant le congé sont prises en charge par l'autorité territoriale dans les conditions prévues à l'article R. 4614-34 du code du travail.

A son retour de congé, l'agent remet à l'autorité territoriale dont il relève une attestation délivrée par l'organisme de formation constatant son assiduité. En cas d'absence sans motif valable, l'agent est tenu de rembourser à la collectivité territoriale les dépenses prises en charge en application de l'alinéa précédent.

La formation à l'hygiène et à la sécurité se déroule pendant les heures de service. Le temps passé à cette formation est considéré comme temps de service.

FRAIS DE DEPLACEMENT

Les membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail siégeant avec voix délibérative, ainsi que les experts convoqués, ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions mais sont indemnisés de leurs frais de déplacement selon les conditions fixées par le décret 2001-654 du 19 juillet 2001.

OBLIGATION DE DISCRETION PROFESSIONNELLE

Les membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail, les acteurs de prévention, les experts, les agents assistant le président, sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité sur les faits, pièces et documents dont ils ont connaissance. Aucune copie de document ne doit être transmise à un tiers.

Cette obligation s'étend à toute autre personne assistant aux séances.

MODIFICATION REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement intérieur peut fait l'objet de modifications ultérieures à la demande de la moitié au moins de l'une ou l'autre des parties.

Ces modifications doivent être adoptées dans les mêmes formes que le règlement initial.

Le règlement intérieur, adopté lors de la réunion du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail du..... prend effet à compter du

ANNEXE 1 COMPETENCES DES CHSCT

Envoyé en préfecture le 19/03/2019

Reçu en préfecture le 19/03/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20190313-54_2019-DE

LA COMPETENCE GENERALE DES CHSCT

La mission générale du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est de :

- **Contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents et du personnel mis à disposition de l'autorité territoriale et placé sous sa responsabilité par une entreprise extérieure**
- **Contribuer à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité**
- **Veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.**

La notion de conditions de travail peut être définie comme portant sur notamment sur les domaines suivants :

- **L'organisation du travail : charge de travail, rythme, pénibilité des tâches, élargissement et enrichissement des tâches**
- **L'environnement physique du travail : température, éclairage, bruit, poussière, vibrations**
- **L'aménagement des postes de travail et leur adaptation à l'homme**
- **La construction, l'aménagement et l'entretien des lieux de travail et de leurs annexes**
- **La durée et les horaires de travail**
- **L'aménagement du temps de travail : travail de nuit, travail posté**
- **Les nouvelles technologies et leurs incidences sur les conditions de travail.**

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est consulté :

- **Sur des projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail (critères retenus : nombre significatif d'agents impactés et changement déterminant des conditions de travail)**
- **Sur les projets importants d'introduction de nouvelles technologies et lors de l'introduction de ces nouvelles technologies, lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents (mêmes critères d'importance quantitative et qualitative).**

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail :

- **Procède à l'analyse des risques professionnels dans les conditions définies par l'article L4612-2 du code du travail**
- **Contribue à la promotion de la prévention des risques professionnels et suscite toute initiative qu'il estime utile dans cette perspective conformément à l'article L4612-3 du code du travail (notamment des actions de prévention du harcèlement moral et sexuel)**
- **Suggère toutes mesures de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail, à assurer l'instruction et le perfectionnement des agents dans les domaines de l'hygiène et de la sécurité .Il coopère à la préparation des actions de formation à l'hygiène et à la sécurité et veille à leur mise en œuvre**

A L'EGARD DE CERTAINES CATEGORIES DE PERSONNES

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est compétent à l'égard de certaines catégories de personnes :

- **Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est chargé de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité**
- **Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est consulté sur les mesures générales prises en vue de faciliter la mise, la remise ou le maintien au travail des accidentés du travail et accidentés de services, des invalides civils et des travailleurs handicapés notamment sur l'aménagement des postes de travail**
- **Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est consulté sur les mesures générales destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions**
- **Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est compétent pour les risques liés à la co-activité dans les services à l'égard des travailleurs mis à disposition de l'autorité territoriale et placés sous sa responsabilité par une entreprise extérieure.**

DANS LE CADRE DE SITUATIONS DE RISQUES PARTICULIERS

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail intervient dans le cadre de situations de risques particuliers :

- **Lors de travaux effectués par une entreprise extérieure (articles R 4514-1 et suivants du code du travail)**
- **Lors de l'implantation, le transfert, la modification d'une installation soumise à autorisation en application des dispositions relatives aux installations classées pour l'environnement (documents établis à l'intention des autorités publiques chargées de la protection de l'environnement portés à la connaissance du comité par le président)**
- **Lors de l'exposition des agents à des nuisances sonores issues d'un établissement voisin (audition de l'employeur et information du comité des suites réservées à ses observations).**

A PROPOS DE DOCUMENTS

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est consulté sur la teneur de tous documents se rattachant à sa mission :

- **Les règlements et consignes que l'autorité envisage d'adopter en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail**
- **Les observations et suggestions consignées sur le registre de santé et sécurité au travail.**

SUR LES RAPPORTS ET PROGRAMMES

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail émet un avis sur :

- **Un rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail des services et des actions menées au cours de l'année écoulée. Un exemplaire de ce rapport est transmis au centre de gestion.**
- **Un programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail qui liste les réalisations et actions qu'il lui paraît souhaitable d'entreprendre au cours de l'année à venir. Il précise pour chaque réalisation ou action ses conditions d'exécution et l'estimation de son coût. Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail peut proposer un ordre de priorité et des mesures supplémentaires au programme annuel de prévention. Lorsque les mesures prévues au programme de prévention n'ont pas été prises, les motifs en sont donnés en annexe au rapport annuel. En conséquence, même si la consultation formelle du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail n'est pas prévue sur le document unique d'évaluation des risques professionnels, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail doit être associé à la démarche d'évaluation des risques professionnels et aux mesures de prévention associées qui doivent figurer dans le programme annuel de prévention soumis au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail.**

Aucune date limite n'a été fixée pour l'établissement de ce rapport et de ce programme. Toutefois, il est souhaitable de faire coïncider la présentation pour avis du programme annuel avec la période où sont effectués les choix budgétaires de la collectivité.

- Le rapport annuel établi par le service de médecine préventive.

LES VISITES DES SERVICES

Dans le cadre de la fonction d'inspection : le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est informé de toutes les visites et observations faites par les agents chargés de la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et sécurité au travail.

Dans le cadre de ses interventions : les membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail procèdent à la visite des services à intervalles réguliers. Ils bénéficient d'un droit d'accès aux locaux.

NB : Il est préconisé qu'une délibération du comité fixe, annuellement, un programme prévisionnel des visites des sites.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail fixe l'étendue ainsi que la composition de la délégation chargée de la visite. La délégation comprend au moins un représentant de la collectivité et au moins un représentant du personnel. Elle peut être assistée d'un médecin du service de médecine préventive, de l'agent chargé de la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et la sécurité au travail et de l'assistant ou du conseiller en prévention.

Toutes facilités doivent être accordées à cette dernière pour l'exercice de ce droit sous réserve du bon fonctionnement du service.

Cette visite donne lieu à un rapport présenté au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail.

LES ENQUETES

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail procède, dans le cadre de sa mission d'enquête en matière d'accidents du travail, d'accidents de service ou de maladies professionnelles ou à caractère professionnel, à une enquête à l'occasion de chaque accident du travail, chaque accident de service ou de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

Une enquête est obligatoire :

- En cas d'accident de service, de travail grave ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel grave ayant entraîné mort d'homme ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente ou ayant révélé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu en être évitées
- en cas d'accident de service ou de travail ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel présentant un caractère répété à un même poste de travail ou à des postes similaires ou dans une même fonction ou de fonctions similaires.

En dehors de ces cas obligatoires, la réalisation d'une enquête terrain est décidée par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail sur la base de critères d'intervention sur site qu'il aura préalablement définis.

Les enquêtes sont réalisées par une délégation comprenant un représentant de la collectivité et un représentant du personnel. La délégation peut être assistée d'un médecin du service de médecine préventive, de l'agent chargé de la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et la sécurité au travail et de l'assistant ou de conseiller en prévention.

La délégation réalise un rapport d'enquête qui contient la description du fait générateur de l'enquête, l'analyse des causes de l'accident, de la situation grave, les mesures de prévention préconisées et les suites données, le nom et la qualité des personnes ayant réalisé l'enquête.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail est informé des conclusions de chaque enquête et des suites qui leur sont données.

LES EXPERTISES

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail peut solliciter de son président l'intervention d'expert agréé dans deux conditions :

- en cas de risque grave, répété ou non par un accident de service ou par un accident du travail ou en cas de maladie professionnelle ou à caractère professionnel
- en cas de projet important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail.

L'autorité territoriale élabore un cahier des charges correspondant à la demande du comité et le fournir à l'expert. En cas de désaccord sérieux et persistant entre le comité et l'autorité territoriale sur le recours à l'expert, la procédure de l'article 5-2 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 (médiation de l'agent chargé de la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et la sécurité au travail, puis le cas échéant, de celle de l'inspecteur du travail) peut être mise en œuvre.

LES AUDITIONS

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail peut demander à l'autorité territoriale de solliciter une audition ou des observations de l'employeur d'un établissement dont l'activité expose les agents de son ressort à des nuisances particulières. Il est informé des suites réservées à sa demande.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail exerce sa compétence dans tout autre domaine dévolu par les textes législatifs ou réglementaires parus ou à paraître.

INTERACTION AVEC LE COMITE TECHNIQUE

Le Comité Technique est consulté pour avis sur les sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Le Comité Technique bénéficie du concours du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail et peut le saisir de toute question. Il examine en outre les questions dont il est saisi par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail créé auprès de lui.

Le Comité Technique reçoit communication du rapport annuel et du programme annuel de prévention des risques professionnels accompagnés de l'avis formulé par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail.